

en bref

Moins d'accidents qu'en montagne

La spéléologie fait rarement la une des journaux, si ce n'est à l'occasion d'accidents, au demeurant rares. Au niveau national, guère plus d'une vingtaine chaque année pour 8 000 licenciés, dont quatre sont pris en charge par auto-secours, selon la fédération, c'est-à-dire sans intervention autre que celle d'autres pratiquants de la discipline. Sur la période 2008-2011, note un rapport de l'Inspection générale de l'administration, on en dénombre « 200 fois moins que des accidents de montagne ». Et aussi : « De 2005 à 2011, on a dénombré deux cas d'accidents mortels en moyenne annuelle, soit plus de 100 fois moins que pour les accidents de montagne. » Seuls une dizaine d'accidents justifient chaque année l'activation d'un plan de secours par le préfet. A la Réunion, le PGHM réalise envers 450 secours en montagne chaque année.



Un conseiller technique spéléo auprès des préfets

Le préfet de chaque département concerné nomme un conseiller technique en spéléologie, issu presque sans exception du Spéléo-Secours français (SSF), qui apporte son concours à l'élaboration du plan de secours en milieu souterrain dans le cadre du plan Orsec départemental. En cas d'incident signalé au centre de traitement de l'alerte, le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) est tenu d'alerter immédiatement le conseiller. Si le déclenchement d'un plan de secours est nécessaire, c'est le conseiller qui propose au commandant des opérations de secours (le directeur du SDIS) les moyens matériels et humains du Spéléo secours et la stratégie spécifique à mettre en place. Un directeur des opérations de secours coiffe ce dispositif : le préfet ou un de ses collaborateurs, qui tranche en cas de désaccord.



En février dernier, un exercice organisé par la Ligue réunionnaise de spéléologie et de canyoning a rassemblé 25 de ses membres. Sous terre, venir en aide à une victime est beaucoup plus complexe qu'en montagne, nécessite de nombreux bras et une parfaite coordination entre les acteurs, spéléologues et services de secours.

Une antenne du Spéléo-Secours français en cours de création à la Réunion

suite de la page 17

Quant aux pompiers du GRIMP, généralistes du secours et disséminés dans différents centres de secours de l'île, ils affichent une aptitude tout terrain mais sont donc peu nombreux à être homologués secours souterrain.

Pour cette raison, en France, le secours en milieu souterrain repose en grande partie sur le monde associatif. Historiquement, les spéléologues ont longtemps été les seuls à pouvoir porter assistance à un des leurs quand l'un d'entre eux se trouvait en difficulté sous terre. A la Réunion, jusqu'à récemment, les seuls à connaître les réseaux et à pouvoir y guider des secouristes étaient ceux qui les exploraient régulièrement. Une situation en train d'évoluer avec l'établissement de topographies par les pratiquants eux-mêmes.

2 000 SAUVETEURS BÉNÉVOLES

Emanation de la Fédération française de spéléologie, le Spéléo-Secours français regroupe près de 2000 bénévoles (dont 140 sont médecins ou infirmiers de profession) répartis dans 50 départements français. Ils se distinguent par leur niveau de compétence (pratique sportive voire exploration) et la réalisation régulière d'exercices de secours dans le cadre du plan Orsec ou à leur initiative. Dans un rapport publié en 2013, l'Inspection générale de l'administration soulignait : « Le SSF est un acteur incontournable du secours spéléo. Ces sauveteurs sont précieux par leur nombre mais aussi par leur technicité : notamment les transmissions, la plongée, la désobstruction (avec ou sans usage d'explosifs) » et leur « bonne connaissance des cavités ».

Une convention, renouvelée en février dernier, lie le ministère de l'Intérieur au Spéléo-Secours français, dont une antenne réunionnaise, la première outre-mer, est en cours de création. C'est du côté de la Ligue réunionnaise de spéléologie et de canyoning (LRSC), à l'origine de l'initiative, qu'on trouve les seuls spéléologues de l'île à avoir participé à des secours souterrains. Capables d'organiser une chaîne de secours, de mettre en œuvre des explosifs, de sortir une victime d'une cavité où la mise en place d'une tyrolienne serait nécessaire, voire de plonger dans une cavité noyée, ils ne sont qu'une poignée, un nombre insuffisant pour l'instant pour intervenir



A la Réunion, le secours en milieu souterrain reste à organiser.

là où de nombreux bras seraient nécessaires.

Un week-end d'exercice et de réflexion préfigurant la mise en place d'une future équipe locale du SSF s'est déroulé récemment. Vingt-cinq participants ont répondu à l'appel, une mobilisation à la hauteur de la tradition de solidarité dans ce milieu aux yeux de Simon Claerbout, ancien conseiller technique départemental en spéléologie (CTDS) auprès du préfet de Côte-d'Or. Ce bénévole plante le décor : « Sur notre île, la spéléo a pris son essor en quelques années avec plusieurs types de pratique : professionnelle (commerciale) et associative (clubs) mais aussi « sauvage » et non quantifiable, de



Beaucheron, professionnel local et véritable référence de la discipline pour ses activités d'exploration et au sein du SSF, dans les gouffres de métropole, depuis trente ans, leur a décrit le cadre habituel d'une opération de secours. Des équipes spécialisées sont formées, qui doivent chacune prendre en charge une spécialité : les communications, l'assistance à la victime, le brancardage, l'équipement du site lorsque des remontées sur corde sont nécessaires et jusqu'à la tenue de la main courante des événements.

« Le secours spéléo s'inspire de la médecine de guerre, commente de son côté Simon Claerbout. Ce qui est important, c'est la médicalisation sur place. Une fois l'évacuation lancée, la civière, dans laquelle la victime est forcément dans une position inconfortable, ne doit plus s'arrêter jusqu'à la sortie, sauf urgence. » « Tout cela implique que les sauveteurs, qui ne se connaissent pas forcément, doivent avoir la même pratique pour que le secours se déroule de manière fluide », souligne-t-il.

DES EXERCICES COMMUNS

Sur un territoire comme la Réunion, isolé géographiquement, toutes les compétences doivent être utilisées efficacement. Dans son rapport, l'Inspection générale de l'administration note : « La tentation de créer une école de sapeurs-pompiers spécialisée spéléo n'est pas à encourager, pas plus que la constitution d'équipes locales de sapeurs-pompiers destinées à se substituer au SSF. Il convient d'attirer l'attention sur le fait que la charge pour le contribuable de la mise à niveau d'un acteur public (coût des formations, coût des exercices) est beaucoup plus élevée que celle d'un acteur associatif qui est quasiment gratuite. Il est donc sage de cultiver la confiance réciproque et d'éviter les doublons coûteux. »

Dans l'île, ces acteurs du secours se côtoient en fait déjà. Passion de la montagne oblige, des clubs de canyoning comptent des membres du GRIMP parmi leurs membres. Et qui n'a pas croisé un jour les hommes du PGHM ou du SAMU sur les sentiers ? Quand le rapport pointe : « La Direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crises pourrait utilement recommander la passation de conventions départementales prévoyant des exercices et des formations conjoints », il ne reste plus qu'à passer à l'acte.

Textes et photos : François Martel-Asselin

gens qui retournent seuls là où ils sont allés une première fois encadrés. Par ailleurs, la Réunion possède un potentiel incroyable, avec des explorations en cours. Le tout représente un volume conséquent de pratiques très diverses et plus ou moins engagées. Si à ce jour, on ne recense aucun accident, cette éventualité n'est pas à écarter et le milieu souterrain est tellement spécifique que seuls les gens qui y évoluent régulièrement peuvent faire quelque chose ».

Pendant deux jours, ces hommes et femmes – des canyoneurs pour une bonne partie – ont mis en commun leurs savoir-faire avec les spéléos locaux dans ces lieux où ils doivent apprendre à évoluer avec aisance. Emeric